



lundi 9 janvier 2017

## **Les grands titres:**

- Négociations sur Chypre à Genève : « un moment de vérité » pour le Conseiller spécial de l'ONU
- Le Secrétaire général de l'ONU et le Conseil de sécurité condamnent l'attaque terroriste à Jérusalem
- L'ONU a besoin de 813 millions de dollars pour des interventions d'urgence en faveur des réfugiés palestiniens
- Afghanistan: la poursuite des combats aggrave l'insécurité alimentaire et la vulnérabilité des enfants, selon OCHA
- Haïti : une communauté reculée du pays bénéficie d'une eau propre grâce à un financement de l'ONU
- Centrafrique : le Conseil de sécurité condamne une attaque contre la MINUSCA, visée une seconde fois cette semaine
- Décès de l'ancien Président portugais Mário Soares: le chef de l'ONU salue la mémoire d'un « homme de liberté »
- Moyen-Orient : le représentant de l'ONU condamne l'attaque au camion bélier à Jérusalem

## **Négociations sur Chypre à Genève : « un moment de vérité » pour le Conseiller spécial de l'ONU**



Négociations sur Chypre à Genève: le dirigeant chypriote grec, Nico Anastasiades, et le dirigeant chypriote turc, Mustafa Akinci, rencontrent le Directeur général de l'Office des Nations Unies à Genève, Michael Møller, et le Conseiller spécial du Secrétaire général pour Chypre, Espen Barth Eide. Photo: ONU/Violaine Martin

**9 janvier** - Alors que les négociations sur la réunification de Chypre ont repris ce lundi à Genève, le Conseiller spécial du Secrétaire général pour l'île, Espen Barth Eide, s'est félicité d'un « bon début » qui fait suite aux « progrès considérables » accomplis ces 19 derniers mois sur tous les volets discutés « qui seront tôt ou tard résolus par les Chypriotes eux-mêmes ».

Lundi matin, le dirigeant chypriote grec, Nico Anastasiades, et le dirigeant chypriote turc, Mustafa Akinci, et leurs délégations respectives sont arrivées au Palais des Nations, siège de l'Office des Nations Unies à Genève (ONUG), pour poursuivre les pourparlers bicommunautaires sous les auspices des Nations Unies et de M. Eide.



« Nous sommes désormais parvenus à un moment final. Nous sommes vraiment parvenus à un moment de vérité », a déclaré le Conseiller spécial lors d'une conférence de presse à Genève organisée lors de la première journée des négociations. « C'est là que nous allons réellement savoir si cela peut être résolu. J'ai un sentiment assez fort qui est le suivant: cela va être difficile, mais c'est possible », a affirmé M. Beide.

Pour le Conseiller spécial, la difficulté des négociations réside dans le fait que les questions les plus compliquées ou les plus émotives restent à régler, « et c'est la nature de ces pourparlers », a-t-il rappelé, plaidant pour un certain respect envers les dirigeants qui selon lui montrent beaucoup de courage, de volonté, de leadership et de confiance l'un envers l'autre. « Mais c'est aussi possible car je ne connais pas une seule question qui ne pourrait vraiment pas être résolue, si la volonté suffisante est existante », a-t-il souligné.

Ces négociations prévues jusqu'au 11 janvier doivent permettre de jeter les bases d'une conférence internationale sur Chypre à partir du jeudi 12 janvier toujours à Genève à laquelle s'ajoutera la participation supplémentaire des puissances garantes - la Grèce, la Turquie et le Royaume-Uni - ainsi que l'Union européenne (UE) dans un rôle d'observateur spécial.

Dans son point de presse du lundi, le porte-parole du Secrétaire général a indiqué qu'António Guterres quittera New York mercredi après-midi pour se rendre à Genève afin de présider la conférence sur Chypre à partir de jeudi.

Si M. Eide a tenu à réitérer que la conférence de jeudi aura lieu, il a toutefois tenu à souligner que la qualité de cette dernière dépend beaucoup des discussions du 9 au 11 janvier.

Pour le Conseiller spécial, la réussite de ces pourparlers serait historique pour les Chypriotes. « Cela enverrait un signal très fort à une région en proie à de nombreuses guerres ».

## Le Secrétaire général de l'ONU et le Conseil de sécurité condamnent l'attaque terroriste à Jérusalem



large sur le Conseil de sécurité. Photo ONU/JC McIlwaine (archive)

Plan

**9 janvier** - Le Secrétaire général de l'ONU, António Guterres, et le Conseil de sécurité ont condamné lundi l'attaque terroriste perpétrée par un assaillant palestinien qui a tué quatre Israéliens et blessé 15 autres personnes dimanche à Jérusalem.

Pour le Secrétaire général, « la violence et la terreur n'apporteront pas une solution au conflit israélo-palestinien - bien au contraire », a déclaré son porte-parole dans un communiqué. « Tous les responsables de ces actes doivent être traduits en justice, condamnés et désavoués », a ajouté son porte-parole, tout en soulignant que ces actes ne devraient pas permettre de décourager la nécessité d'un engagement renouvelé en faveur

du dialogue.

Condamnant cette attaque avec la plus grande fermeté, les membres du Conseil de sécurité ont réitéré que tout acte de terrorisme est « criminel et injustifiable, quelle que soit leur motivation, où que ce soit, n'importe quand et par qui que ce soit ».

Les 15 ont également réaffirmé la nécessité pour tous les États de combattre par tous les moyens le terrorisme et que cette dernière, « sous toutes ses formes et manifestations », constitue l'une des plus graves menaces à la paix et à la sécurité internationales.

M. Guterres a transmis ses condoléances aux familles endeuillées et le Conseil de sécurité a exprimé sa profonde sympathie et ses condoléances aux familles des victimes ainsi qu'au gouvernement israélien. Ils ont tous les deux souhaité un prompt rétablissement aux blessés.

## L'ONU a besoin de 813 millions de dollars pour des interventions d'urgence en faveur des réfugiés palestiniens



Réparation d'une système d'alimentation en eau dans le camp de Jabalia, dans le nord de Gaza. Photo: UNRWA/Khalil Adwan

**9 janvier** - L'Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient (UNRWA) a lancé lundi deux appels de financement internationaux d'un total de 813 millions de dollars afin de répondre d'urgence à la crise dans le territoire palestinien occupé, y compris Jérusalem-Est, et aux besoins humanitaires des réfugiés palestiniens touchés par le conflit en Syrie, y compris ceux déplacés au Liban et en Jordanie.

« 1,6 million de réfugiés palestiniens, dont la situation est plus instable que jamais et dont les besoins augmentent, exigent de notre part une action résolue », a déclaré le Commissaire général de l'UNRWA, Pierre Krähenbühl dans un communiqué, appelant à un soutien « urgent et généreux » de la part de la communauté internationale.

### *402 millions de dollars nécessaires pour le territoire palestinien occupé*

D'un montant total de 402 millions de dollars, l'appel d'urgence 2017 d'UNRWA pour le territoire palestinien occupé vise à répondre aux besoins humanitaires prioritaires des réfugiés palestiniens à Gaza et en Cisjordanie, y compris Jérusalem-Est.

Dans la bande de Gaza, la situation politique et sécuritaire reste volatile. Le blocus de Gaza, qui entrera dans sa onzième année en juin 2017, a entraîné l'un des taux de chômage les plus élevés dans le monde, a souligné l'agence onusienne.

Avec le plan 2017, environ 911.500 réfugiés continueront de bénéficier de l'aide alimentaire d'urgence de l'UNRWA à Gaza. L'agence fournira également une aide locative à plus de 6.500 familles de réfugiés qui ont perdu leurs maisons pendant les hostilités de 2014. Elle aidera également plus de 50.000 familles de réfugiés à réparer leurs maisons qui ont été endommagées ou détruites.

La situation en Cisjordanie est de plus en plus précaire. Les réfugiés palestiniens continuent d'éprouver des conditions socio-économiques difficiles enracinées dans les politiques et pratiques liées à l'occupation imposées par les autorités israéliennes. Cela comprend notamment une hausse récente du nombre de démolitions de maisons et de restrictions d'accès et de déplacement. En outre, les Palestiniens, plus particulièrement les personnes vivant dans des camps de réfugiés, continuent d'être confrontés à un niveau élevé d'insécurité alimentaire.

En Cisjordanie, y compris Jérusalem-Est, le programme 'argent contre travail' de l'UNRWA profitera à environ 8.000 réfugiés de Palestine en situation d'insécurité alimentaire. 155.000 réfugiés palestiniens recevront des chèques-repas et 36.000 bédouins et éleveurs vulnérables dans la zone C bénéficieront du programme de distribution de vivres de l'agence.

### *411 millions de dollars pour les réfugiés palestiniens affectés par la crise en Syrie*

L'appel d'urgence de 2017 d'UNRWA pour la crise régionale en Syrie, d'un montant de 411 millions de dollars, vise à fournir une aide humanitaire, une protection et des services de base à 430.000 réfugiés palestiniens à l'intérieur de la Syrie et ayant besoin d'une aide soutenue. L'aide cible également près de 30.000 personnes qui ont fui vers le Liban et près de 17.000 personnes qui se sont réfugiées en Jordanie, où elles vivent dans une situation précaire.

A travers ses opérations dynamiques et flexibles, menées par 4.000 employés principalement palestiniens, l'UNRWA est le principal fournisseur direct d'assistance aux réfugiés palestiniens touchés par le conflit en Syrie. Les interventions comprennent de l'aide en espèces, en eau et en assainissement, en nourriture et avec des articles non alimentaires essentiels ainsi que dans le domaine du logement, de la santé, de l'éducation, des moyens de subsistance, de la microfinance et de la protection.

« Derrière ces chiffres démesurés se trouvent des vies réelles », a rappelé le Commissaire général, soulignant que l'UNRWA, avec le soutien de la communauté internationale, reste déterminé à promouvoir la dignité de ces personnes dans les circonstances les plus dramatiques.

## Afghanistan: la poursuite des combats aggrave l'insécurité alimentaire et la vulnérabilité des enfants, selon OCHA



Des enfants jouent dans un camp pour personnes déplacées dans le nord de l'Afghanistan. Le camp inclue également des Afghans rapatriés de l'Iran voisin. (ARCHIVE - 30 août 2009). Sar-e-Pul, Afghanistan. Photo ONU/Eric Kanalstein.

**9 janvier** - Un rapport du Bureau de la coordination des affaires humanitaires (OCHA) de l'ONU indique que 9,3 millions de personnes en Afghanistan ont besoin d'une aide humanitaire, soit une augmentation de 13% sur un an.

Cette situation humanitaire critique a été en grande partie alimentée par l'intensification continue du conflit et sa propagation géographique dans plusieurs régions du pays.

Selon le [rapport](#), « l'Afghanistan demeure l'un des pays les plus dangereux, les plus violents et les plus touchés par la crise dans le monde », précisant qu'un nombre record de 8.397 civils ont été tués dans des combats au cours des neuf premiers mois de l'année dernière et qu'un demi-million de personnes ont été déplacées entre janvier et novembre 2016.

Le rapport note par ailleurs que pendant les combats, une augmentation soudaine des rapatriés du Pakistan et un ralentissement économique ont affecté le pays.

### *Des taux de malnutritions aigus*

OCHA souligne dans son rapport que la faim est le plus grand danger auquel est confrontée la population afghane. Selon l'office humanitaire onusien, 1,8 millions de personnes sont en situation de grave insécurité alimentaire.

Avec des récoltes en 2016 moins importantes qu'en 2015 (un écart de 1,2 million de tonnes métriques entre les deux années), la situation alimentaire dans l'ensemble du pays est jugée catastrophique. Cet écart alimentaire s'explique par les inondations, des périodes de sécheresse localisées, une infestation par les acridiens (criquets ravageurs) et la rouille du blé.

Malgré les tentatives visant à accroître l'aide alimentaire dans le pays, plus d'un quart de toutes les provinces afghanes connaissent des taux de malnutrition aigus supérieurs à 15% - un chiffre au-dessus des seuils d'urgence.

### *Les enfants, premières victimes de la malnutrition et du conflit*

Selon OCHA, sur les 1,8 million de personnes affectées par l'insécurité alimentaire, au moins 1,3 million sont des enfants de moins de cinq ans. En septembre 2016, seulement 250.000 enfants avaient été admis en soin, ce qui ne représente qu'une fraction de ceux qui ont besoin d'une aide vitale, estime le rapport.

L'étude souligne également que les combats en cours ont conduit à un nombre record d'enfants menacés d'abus et d'exploitation. Plus de la moitié des personnes déplacées sont des enfants qui, en plus de la malnutrition, sont victimes de mauvais traitements et d'exploitation, notamment par le mariage forcé, les sévices sexuels et le travail des mineurs.

## Haïti : une communauté reculée du pays bénéficie d'une eau propre grâce à un financement de l'ONU



à un système d'adduction d'eau financé en partie par la MINUSTAH, 18.000 personnes peuvent désormais collecter de l'eau propre dans le quartier de Los Palis, commune de Hinche, en Haïti. Photo: ONU/MINUSTAH

Grâce

**9 janvier** - Un projet d'adduction d'eau potable en partie financé par la Mission des Nations Unies pour la stabilisation en Haïti (MINUSTAH) permet désormais d'acheminer une eau sûre à la population de Los Palis - un quartier de la commune de Hinche, situé dans le département du Centre, en Haïti.

Constitué majoritairement de montagnes sèches, Los Palis est situé à 15 minutes environs du centre-ville de Hinche. La vie des habitants de ce quartier n'a jamais été facile. Ils ont régulièrement été confrontés à un manque de services de base tels que l'accès à l'électricité, à la santé, aux routes et surtout à l'eau potable.

Les riverains de Los Palis sont contraints à de véritables périple pour collecter de l'eau pour leurs familles. Les femmes et enfants sont soumis à une corvée quotidienne consistant à parcourir des kilomètres à pied pour ramener de l'eau potable à la maison et éviter que les membres de leurs familles ne soient exposés aux maladies liées à une eau de mauvaise qualité.

En période pluvieuse, la population de Los Palis puise l'eau dans des sources de fortunes momentanément surgies ou encore dans des mares remplies des débordements des cours d'eau voisins. L'eau n'y est pas de bonne qualité d'où de fréquents cas de maladies telles que la typhoïde, la diarrhée, la dysenterie, la cholérine, le choléra ou des infections vaginales et autres liées à la qualité de l'eau.

Pour mettre fin à la souffrance des riverains de Los Palis, la MINUSTAH a financé la troisième phase d'un projet d'adduction d'eau permettant de desservir plus de 18.000 personnes dont plus de 53% de femmes. Inauguré jeudi dernier, le système d'adduction a reçu une aide de 95.671 dollars à travers le programme de projets à effet rapide permettant à la MINUSTAH d'apporter un appui aux autorités haïtiennes pour l'amélioration des infrastructures publiques et des conditions de vie des populations.

« En 2014, le Secrétaire général des Nations Unies est venu à Los Palmas. Il a vu la situation par rapport à l'eau, par rapport au choléra et aux autres maladies, il a annoncé le programme dont nous inaugurons (...) la troisième phase », a déclaré le Représentant spécial adjoint du Secrétaire général des Nations Unies et Coordonnateur humanitaire et résident de l'ONU en Haïti, Mourad Wahba, lors de l'inauguration.

M. Wahba a rappelé que ce projet bénéficie de l'apport de la MINUSTAH mais aussi d'une nouvelle approche que le Secrétaire général des Nations Unies veut instaurer en Haïti pour éliminer le choléra et toutes les maladies hydriques en Haïti. « Le meilleur moyen pour le faire c'est à travers des projets d'eau potable, d'assainissement et les vaccinations », a précisé le Représentant spécial adjoint.

## Centrafrique : le Conseil de sécurité condamne une attaque contre la MINUSCA, visée une seconde fois cette semaine



Des soldats de la paix servant au sein de la Mission des Nations Unies pour la stabilisation multidimensionnelle intégrée en République centrafricaine (MINUSCA) en patrouille à Bambari. Photo: ONU/Catianne Tijerina

**7 janvier** - Les membres du Conseil de sécurité ont condamné vendredi soir avec la plus grande fermeté l'embuscade menée contre un convoi de la Mission des Nations Unies pour la stabilisation multidimensionnelle intégrée en République centrafricaine (MINUSCA) jeudi à Bokayai, dans le nord-ouest du pays.

Un Casque bleu bangladais a été tué dans cette attaque perpétrée par des assaillants inconnus.

Dans une déclaration à la presse, Les membres du Conseil ont exprimé leurs plus sincères condoléances à la famille endeuillée du soldat de la paix tué dans cette attaque, ainsi qu'au gouvernement du Bangladesh et à la MINUSCA. Ils ont également fait part de leurs sympathies au gouvernement de la République centrafricaine (RCA).

Il s'agit de la deuxième attaque en trois jours contre des soldats de la paix de l'opération de maintien de la paix des Nations Unies en RCA. Mardi après-midi, deux Casques bleus marocains ont été tués dans une attaque contre un convoi de la MINUSCA à environ 60 km à l'ouest de la ville d'Obo, dans le sud-est du pays.

Les membres du Conseil ont condamné avec la plus grande fermeté toutes les attaques et les provocations contre la MINUSCA par des groupes armés. Ils ont souligné que les attaques visant les soldats de la paix pouvaient constituer un crime de guerre et appelé à toutes les parties leurs obligations en vertu du droit international humanitaire.

Dans un entretien accordé vendredi matin à Radio France Internationale, le Secrétaire général adjoint pour les opérations de maintien de la paix, Hervé Ladsous, a indiqué que ces attaques illustrent plus généralement le fait qu'il y a eu une multiplication d'incidents sécuritaires dans plusieurs parties de la RCA et qu'il faut plus que jamais désarmer les groupes armés. « Ça doit être la priorité. C'est vraiment tout le programme de DDR [Désarmement, démobilisation et réinsertion] qui doit maintenant être activé », a-t-il souligné.

Les membres du Conseil de sécurité ont appelé les autorités centrafricaines à enquêter rapidement sur cette attaque et à traduire les responsables en justice, soulignant que ces derniers doivent rendre des comptes.

Les 15 ont réitéré leur plein appui à la MINUSCA pour assister les autorités et le peuple de la RCA dans leurs efforts pour instaurer une paix et une stabilité durables dans leur pays, conformément à la résolution 2301 (2016) du Conseil. Ils ont également rappelé que les autorités centrafricaines ont la responsabilité principale de protéger la population.

## Décès de l'ancien Président portugais Mário Soares: le chef de l'ONU salue la mémoire d'un « homme de liberté »



Secrétaire général des Nations Unies, António Guterres. Photo: ONU/Mark Garten. (archive)

**7 janvier** - Le Secrétaire général des Nations Unies, António Guterres, a rendu hommage samedi à l'ancien chef d'Etat portugais, Mário Soares, décédé le même jour à Lisbonne à l'âge de 92 ans.

« C'est avec une émotion profonde et un sentiment aigu de perte que j'ai appris le décès du Président Mário Soares », a déclaré le Secrétaire général dans un communiqué.

Le M. Guterres s'est entretenu avec la fille et le fils de M. Soares à qui il a fait part de sa sympathie dans ce moment douloureux. Il a transmis ses plus profondes et chaleureuses condoléances à la famille de celui qui fut Premier ministre du Portugal à deux reprises, de

1976 à 1978 puis de 1983 à 1985, et Président de la République portugaise pendant deux mandats consécutifs de 1986 et 1996.

« Mário Soares a laissé une marque indélébile sur la vie politique portugaise, fruit de son engagement politique ferme et courageux et des principes et valeurs qu'il a constamment poursuivis tout au long de sa vie », a déclaré le chef de l'ONU, lui-même Portugais, soulignant que « la liberté était toujours sa valeur fondamentale ».

« Nous lui devons en grande partie la démocratie, la liberté et le respect des droits fondamentaux dont ont pu jouir tous les Portugais ces dernières décennies et qui sont aujourd'hui des valeurs établies dans notre pays », a ajouté M. Guterres, qui a dirigé le gouvernement portugais de 1995 à 2002.

Pour le Secrétaire général, qui fut auparavant son Premier ministre dans les derniers mois de sa présidence, « Mário Soares restera dans notre mémoire et dans l'histoire de notre pays comme un homme de liberté, qui a voulu que tous vivent en liberté et qui s'est battu durant toute sa vie pour réaliser cet espoir ».

M. Guterres a toutefois souligné que l'héritage de Mário Soares va bien au-delà de son pays. « Ce n'est pas seulement parce qu'il était responsable de l'intégration complète du Portugal dans la communauté internationale », a dit le Secrétaire général. « Mais aussi parce que son engagement en faveur de la liberté et de la démocratie font de lui un de ces rares leaders politiques d'une véritable stature européenne et mondiale », a-t-il salué.

Après la révolution des œillets du 25 avril 1974 qui mit fin à la dictature au Portugal, M. Soares fut nommé Ministre des affaires étrangères du gouvernement provisoire. A ce titre, il intervint une première fois à la tribune de l'Assemblée générale des Nations Unies en septembre 1974 pour affirmer l'engagement du Portugal à reconnaître l'indépendance et le droit à l'autodétermination des territoires sous son autorité en Afrique. M. Soares revint ensuite à la tribune de l'Assemblée générale en 1998 et en 1995 en sa qualité de Président de la République portugaise.

## Moyen-Orient : le représentant de l'ONU condamne l'attaque au camion bélier à Jérusalem



Nickolay Mladenov, le Coordonnateur spécial de l'ONU pour le processus de paix au Moyen-Orient. Photo ONU/Loey Felipe

**8 janvier** - Le Coordonnateur spécial des Nations Unies pour le processus de paix au Moyen-Orient, Nickolay Mladenov, a condamné dimanche l'attentat terroriste commis le même jour par un Palestinien à Jérusalem qui aurait tué quatre soldats israéliens et blessé plusieurs autres.

« Mes pensées sont avec les familles et les amis de toutes les victimes », a déclaré le Coordonnateur spécial dans un communiqué.

« Il est répréhensible que certains choisissent de glorifier de tels actes qui sapent la possibilité d'un avenir pacifique pour les Palestiniens et les Israéliens », a déploré M.

Mladenov, soulignant qu'il n'y a rien d'héroïque dans de telles actions.

Le Coordonnateur spécial a exhorté tout le monde à condamner la violence et l'incitation, à maintenir le calme et à faire tout leur possible pour éviter une nouvelle escalade.